

Contre la droite et l'extrême droite, contre le patronat Olivier Besancenot candidat pour l'unité anticapitaliste



Juin 2006
Bulletin de la commission ouvrière Lorraine Nord
Ligue Communiste Révolutionnaire

Porte Parole : Olivier Besancenot, Alain Krivine, Roseline Vachetta

Les mobilisations antilibérales des derniers mois ont montré la force des résistances, en particulier lors du mouvement victorieux contre le CPE. Cela explique la crise politique qui

frappe la droite et les sommets de l'Etat. Cependant, dans le débat politique traditionnel, la place des questions sociales est minorée au profit d'une inflation de recettes sur le sécuritaire qui se décline à toutes les sauces, à droite comme à gauche. Pourtant, pour changer de politique, c'est un plan d'urgence contre le chômage et la précarité, pour une autre répartition des

richesses qu'il faut défendre. Seul un appui sur les luttes pourra imposer ces revendications au patronat et agir dans le sens d'une réelle démocratie qui permette à la population d'exercer son contrôle sur la marche de l'économie et de l'Etat. Les 70 ans du Front Populaire devrait ne pas nous faire oublier que les acquis sociaux ont été obtenus par la grève et non par le programme des partis de la coalition qui ménageait déjà

beaucoup le camp du patronat de l'époque.

C'est dans cette perspective d'action en faveur du monde du travail que la LCR présentera la candidature d'Olivier Besancenot à l'élection présidentielle de 2007.

Rupture avec la politique de la gauche libérale

Pour changer de politique, il serait illusoire d'attendre quoique ce soit du Parti socialiste. Il est impossible d'entreprendre une politique de justice sociale et d'initier un nouveau partage des richesses en faveur des salariés, des précaires, des exclus, sans

s'attaquer résolument à la dictature des actionnaires et des marchés, à l'Europe financière et capitaliste. Le vote du 29 mai 2005 contre le traité constitutionnel européen a valeur de mandat. Pour nous, il interdit toute synthèse du oui et du non. C'est dans le même sens que nous avons proposé, pour les prochaines échéances électorales, la construction de candidatures unitaires sans parvenir à un accord sur ces points



essentiels.

Unité anticapitaliste, unité pour les luttes

Bon nombre de militants, de travailleurs, de jeunes partagent notre volonté, mais chacun comprend qu'une telle démarche doit se faire dans la clarté politique, excluant toute alliance gouvernementale ou parlementaire avec le Parti socialiste. Nous poursuivons la bataille pour des candidatures unitaires anti-capitalistes, issues des autres forces qui se retrouvent derrière José Bové, Marie-George Buffet ou Arlette Laguiller. Nous pensons qu'une

discussion publique entre les forces et partis qui soutiennent ces quatre candidats est nécessaire.

La candidature d'Olivier Besancenot cherchera, pour sa part, à faire écho aux aspirations et aux exigences du monde du travail et de la jeunesse pour une alternative réellement anticapitaliste et indépendante du social-libéralisme.

Elle oeuvrera aussi à construire, sans attendre 2007, un front social et politique à même de construire les mobilisations contre ce gouvernement et le patronat.

Non à la fusion GDF-Suez.

Deux ans après la privatisation d'EDF et de GDF, la fiction de l'ouverture du capital sans privatisation de ces deux entreprises publiques tombe. La fusion de GDF avec Suez que le gouvernement Villepin essaye de faire avaler à sa majorité parachèverait la privatisation du secteur de l'énergie. De 70%, la part de l'Etat serait ramenée à 30% soit un reniement de la parole donnée aux syndicats il y a deux ans. Les conséquences, on les connaît déjà : au nom de la priorité aux actionnaires qui a permis d'engranger un bénéfice net de 1,7 milliard d'euros, ce sont les suppressions d'emplois, l'augmentation vertigineuse des tarifs (+16% pour les tarifs du gaz en

2006) pour les usagers.

Leur politique : collectiviser les dépenses, privatiser les pertes.

Durant des décennies, l'Etat et les différents gouvernements, ont financé et développé, par l'intermédiaire de nos impôts, tous les réseaux et services (énergie, transports, communication, santé, éducation...) dont les capitalistes avaient besoin mais qui n'étaient pas rentables. Aujourd'hui que les investissements structurels ont été faits, que les réseaux sont en place, ils donnent pour une bouchée de pain tous les secteurs rentables aux grands groupes capitalistes.

On expulse bien les enfants...

Le collectif mosellan Unis Contre l'Immigration Jetable et le Réseau Education Sans Frontière 57 appellent à une **manifestation Samedi 1^{er} Juillet 2006 à 14 heures à l'esplanade de Metz**. En effet, à cette date, la période de suspension des expulsions d'enfants scolarisés sans papiers s'achève. Sur directives du Ministre de l'Intérieur, les expulsions vont reprendre. C'est l'ouverture de la chasse aux enfants ! Soyons nombreux à cette manifestation !

Secteur automobile : mobilisation nécessaire !

Malgré la hausse des prix des carburants, la croissance dans ce domaine est très importante au niveau mondial. Le marché explose en Chine, en Europe orientale, en Amérique du Sud. Dans les pays occidentaux, le nombre de voitures produites reste très élevé, même s'il ne progresse plus. Et cela sur un fond de concurrence acharnée entre constructeurs. Les dégâts sont terribles et les profits restent immenses...

PSA : le site de Ryton en Angleterre (2300 emplois) rayé de la carte !

Ils étaient encore 4500 en 2003 sur ce site historique. Flexibilité, salaire bloqué, cadences augmentées : ils avaient tout accepté « pour sauver l'emploi » ! La fermeture totale du site est prévue pour 2007 ; la production de la 206 a pourtant permis des profits, mais les perspectives de profits en Slovaquie sont plus importantes. Les aides publiques massives et l'attitude « raisonnable » des syndicats n'auront rien évité...

SMART (2000 emplois sur Smartville): 17 semaines chômées en 2006 !

Le Républicain Lorrain affirme avec aplomb que le nouveau modèle va assurer l'avenir du site de Hambach. Mais jamais on n'a vu dans une unité un trou de 17 semaines pour la mise en place de la production d'un nouveau modèle ! Pas plus qu'ailleurs, les aides publiques massives ne « garantissent » quoi que soit : elles constituent de manière claire un soutien au profit

de Daimler, le groupe propriétaire.

Partout, l'exploitation s'intensifie avec le chantage à la délocalisation .

Quel que soit le constructeur, PSA ou Renault ou Ford, quel que soit le pays, les méthodes sont les mêmes : toute référence à la durée hebdomadaire du temps de travail disparaît. « Stock 0 », « juste à temps » règnent en maîtres. Le recours à l'intérim est systématique. Les plus de 50 ans sont poussés dehors. « Les compétences » version patronale sont préférées aux diplômes qui certifient des « qualifications » : tout le salaire est tiré vers le bas. La pression sur les salariés dans les ateliers est maximum pour augmenter la productivité.

Nécessité d'agir ensemble loin de tout « patriotisme d'entreprise »

Foltz, le patron de PSA, a prévenu : « *Nous augmentons actuellement nos capacités à en Europe de l'Est parce que nous voulons nous développer...mais j'ignore aujourd'hui s'il nous faudrait fermer une usine ici (à l'Ouest) au cas où la situation économique nous forcerait la main* ». Il confirme qu'il s'agit ici de choix stratégiques dictés par les actionnaires. Cette « guerre de tous contre tous » est une impasse pour les salariés : qui sera demain dans l'usine la plus « chère », « trop chère », celle qu'il faudra fermer « pour sauver le groupe » ? C'est des ripostes d'ensemble, avec une dimension internationale, qu'il faut mettre en place.

Pour nous contacter ou pour recevoir la Mirabelle Rouge (feuille de la LCR de Moselle) :

lcr57@nomade.fr ou 06/86/27/93/25

Avec les pompiers messins en lutte pour leurs salaires et le temps de travail !
En révolte, ils le sont aussi contre le mépris de leur hiérarchie : se faire traiter de « fainéants », eux qui travaillent 2160 h annuellement, ça ne passe pas ! Pour seule réponse à leurs légitimes revendications, leur patron, l'UMP P. Leroy, président du Conseil Général 57, tente des manœuvres de division : d'un côté les pros, de l'autre les volontaires ; ceux embauchés avant 2000, ceux après ; et isoler si possible leur syndicat le plus combatif, la CGT ! Les revendications des pompiers doivent être satisfaites ! Nous sommes à leurs côtés !

Grève chez Kohler France : 300 emplois sont en jeu.

L'usine Jakob Delafon à Dieuze fait partie du groupe Kohler France. Cette usine où 43 salariés produisent des éviers en matériaux de synthèse, est programmée à la fermeture. Généreusement, le patron leur propose à chacun de partir avec 3 mois de salaire. Comme dans les autres sites concernés, la réponse a été immédiate vendredi 23 juin : la grève ! Nous ne sommes pas des variables d'ajustement ! A suivre !

Chez Total Petrochemicals, l'intersyndicale déclenche l'alerte.

C'est de l'avenir même du site de Carling / Saint-Avold qu'il s'agit. La moitié des emplois pourrait disparaître avec l'arrêt d'un des 2 vapocraqueurs : 400 personnes sur le carreau ! Interpellée, la direction reste évasive. C'est le degré zéro de la transparence ! Avec leur comité d'entreprise, les salariés entendent bien mettre sous le projecteur les manigances du multimilliardaire.

Le CNE ne crée pas d'emplois !

Seuls 10% des CNE correspondent à des créations d'emploi, 70% à des substitutions de CDD et CDI et 20% à des anticipations d'embauches. Chiffres imaginés par quelques syndicats jusqu'au boutistes ? Non, étude du ministère de l'emploi lui-même ! Dans cette même étude, on apprend que 45% des cas de rupture de contrats sont le fait des salariés eux-mêmes...sûrement ne supportant plus les conditions de travail imposées par leurs patrons, qui se croient tout permis avec ces nouveaux contrats!

Non au flicage des chômeurs !

Tel était le mot d'ordre de grève des agents de l'ANPE le 13 juin dernier. « le suivi mensuel personnalisé » ne passe pas chez les agents qui comprennent bien qu'on leur demande de fliquer les chômeurs, d'une part pour en rayer un maximum des fichiers afin de faire baisser les chiffres, et d'autre part pour pousser les chômeurs à accepter n'importe quel boulot.

Le SMIC à 1500 € tout de suite, c'est possible, c'est nécessaire !

Les profits explosent et ont fait reculer le salaire de 10 points dans le PIB. Le SMIC actuel est de 8,03 €/h. La revendication de la CGT correspondrait à une augmentation de 19,7% ou + 282,17€ : c'est justice ! La proposition du PS d'atteindre éventuellement ce niveau dans 6 ans n'est pas à la hauteur, d'autant moins que de nouveaux cadeaux sont programmés pour les patrons sous forme d'allègements de cotisations sociales (notre salaire socialisé). La LCR propose une augmentation générale des salaires de 300€ et un SMIC à 1500€ net tout de suite, pas en 2012 !